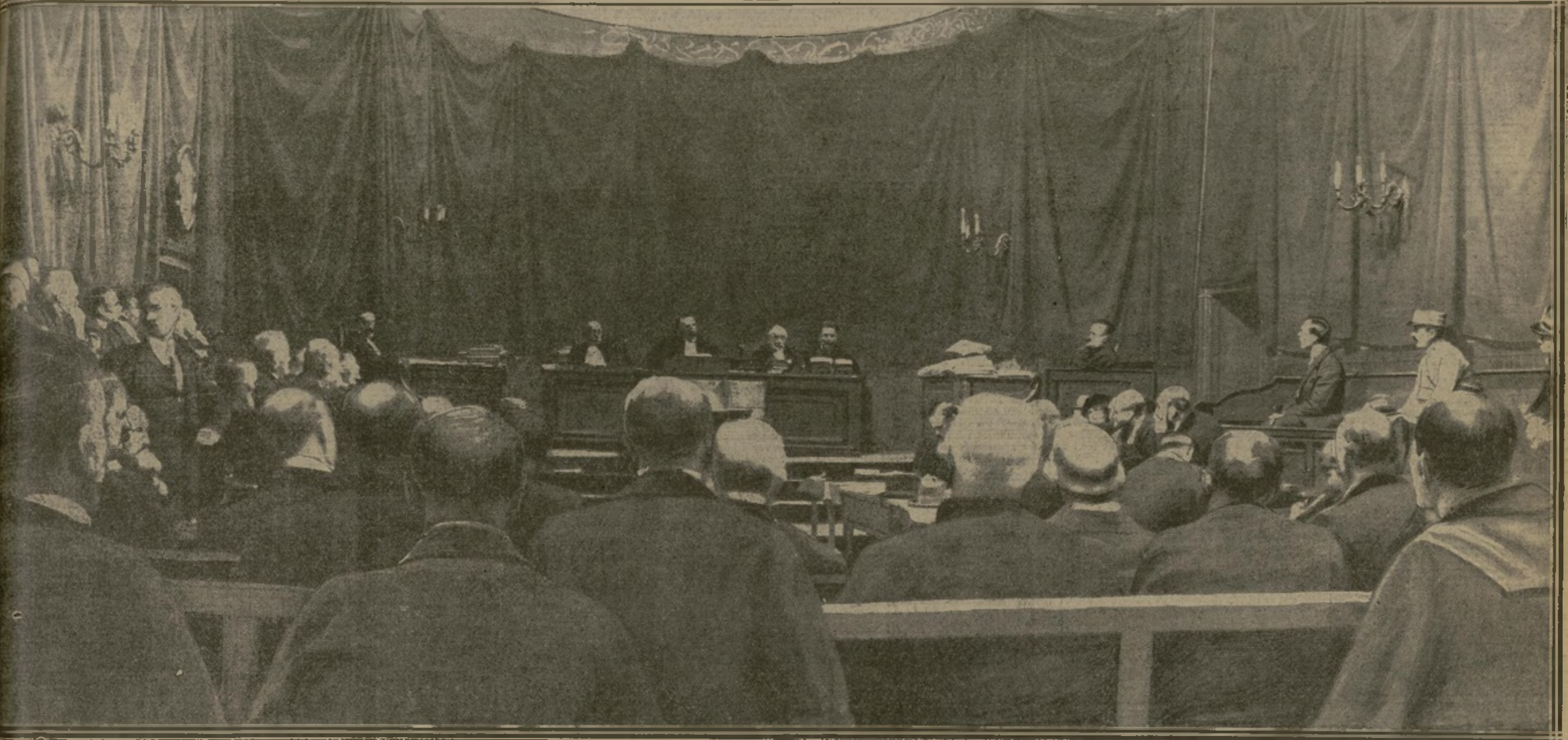


En page 2 :
**Quand les fonctionnaires
 toucheront-ils leurs aug-
 mentations de traitement ?**
**Les P. T. T. protestent
 et menacent.**

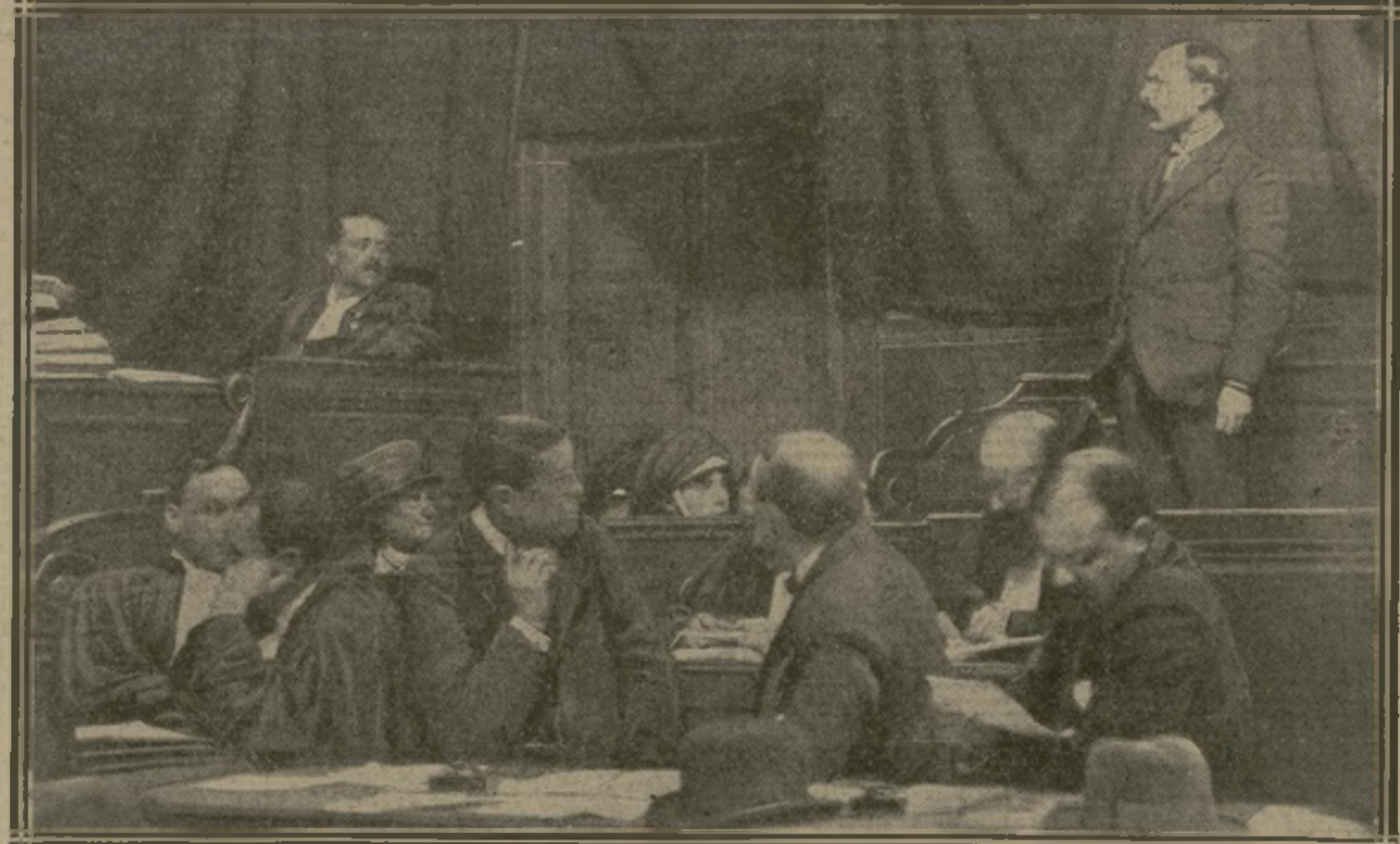
MERCREDI
29
 OCTOBRE
 1919

L'homme prudent sait
 prévenir le mal : l'homme
 courageux le supporte
 sans se plaindre.
 PITTACUS.

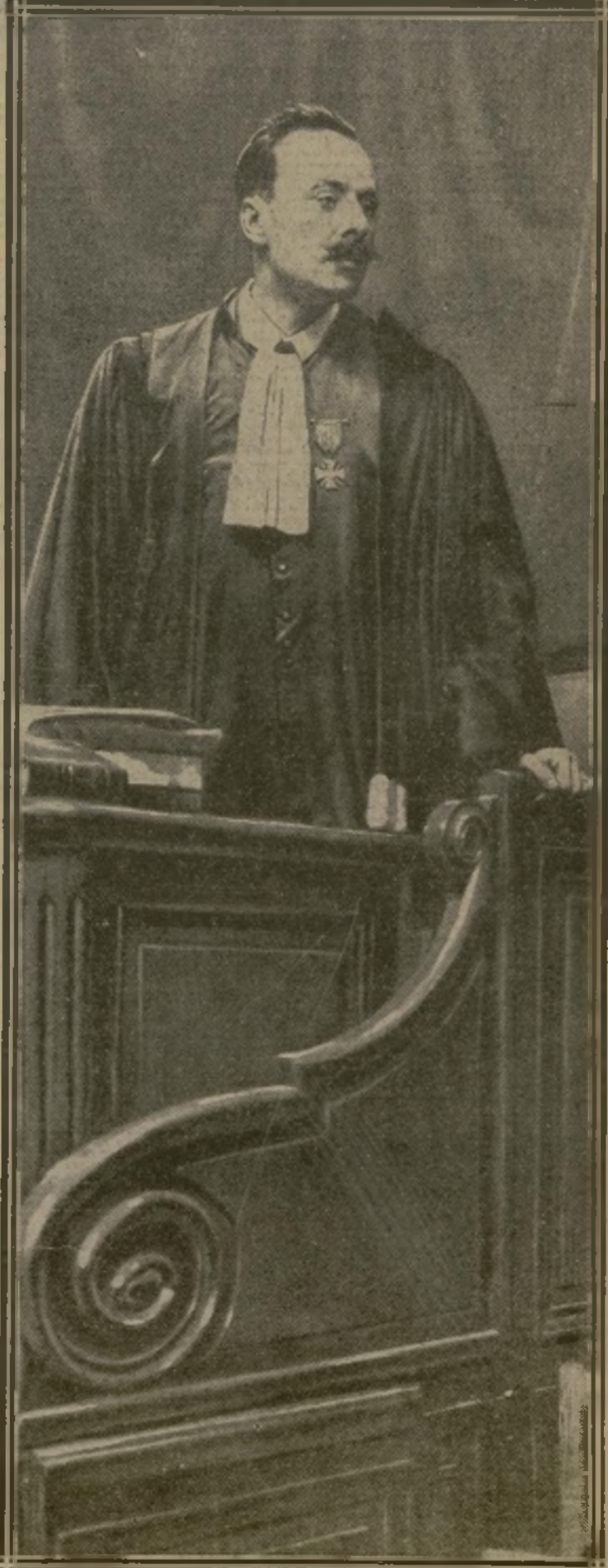
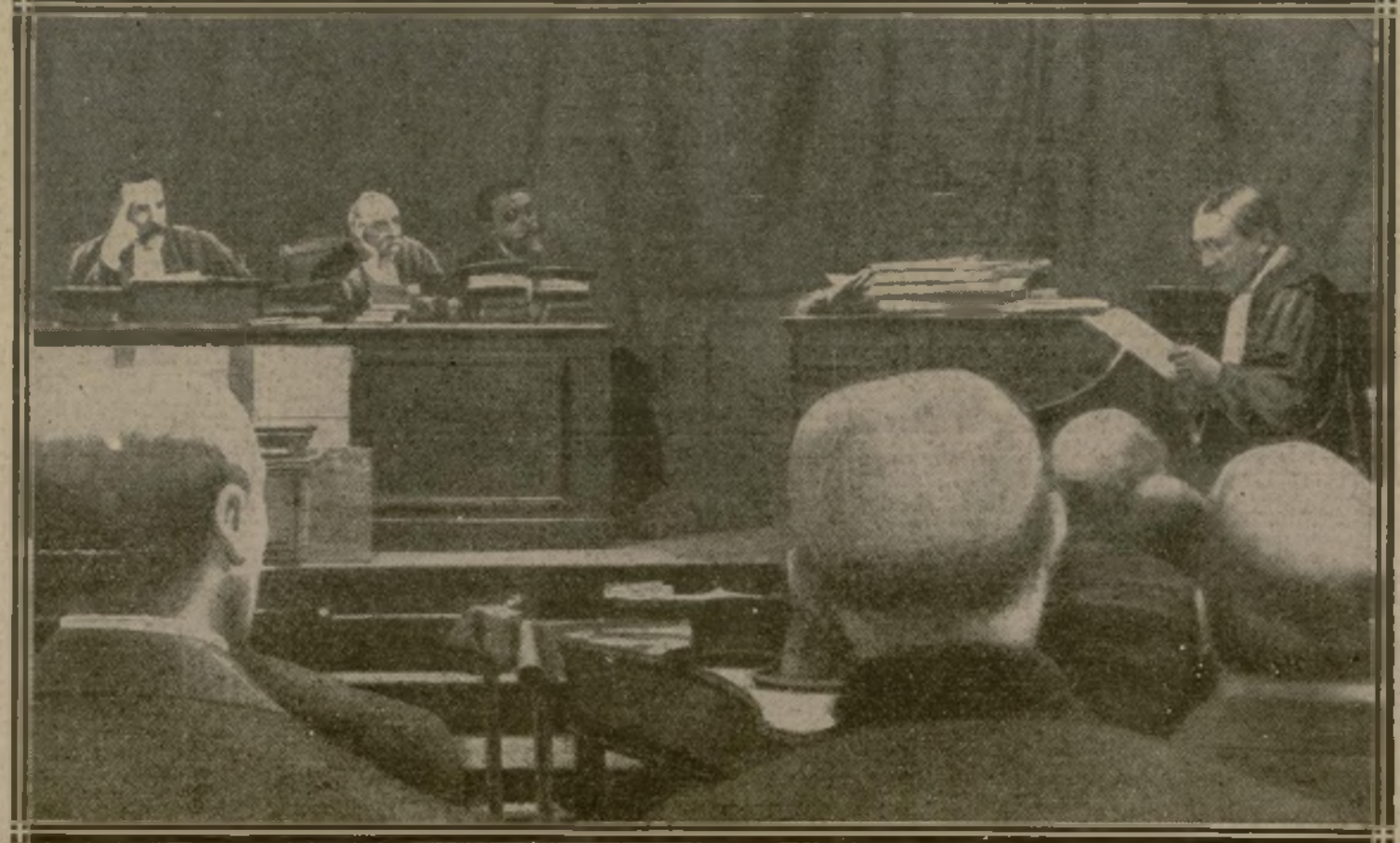
L'AFFAIRE CADIOU AUX ASSISES. — PHOTOS DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL



LA SALLE DES ASSISES DU FINISTÈRE, A QUIMPER. — A GAUCHE : LE JURY, COMPOSÉ EN MAJORITÉ DE PAYSANS. A DROITE : L'ACCUSÉ, L'INGÉNIEUR PIERRE



L'INGÉNIEUR PIERRE, ASSASSIN PRÉSUMÉ DE M. CADIOU, PENDANT L'INTERROGATOIRE



LE GREFFIER MARZIN LISANT

M^{re} HENRI-ROBERT, QUI ASSUME LA DÉFENSE DE L'ACCUSÉ

M. CAZENAVETTE, AVOCAT GÉNÉRAL

Cette affaire mystérieuse, et qui rappelle par plus d'un épisode les invraisemblables scénarios du cinéma-
 graphie passionnée au plus haut point l'opinion publique, surtout dans le Finistère. Certains curieux
 sont arrivés à Quimper deux jours avant l'ouverture du procès. Tous n'ont pu trouver place dans la

salle des assises, qui est petite. La note pittoresque est fournie par les jurés, dont plusieurs portent le
 gilet de velours rayé de petits boutons, et le grand chapeau de feutre à rubans de velours noir. La première
 de nos photos donne l'ensemble de la cour d'assises, avec, au centre, le président Cordier et les juges.

UNE LOI NON APPLIQUÉE

LES FONCTIONNAIRES VONT-ILS TOUCHER LEUR AUGMENTATION DE TRAITEMENT ?

La loi du 6 octobre dernier, qui accordait un rappel du 1^{er} juillet 1919, n'est pas encore en vigueur.

Pour l'application de la loi près de 700 décrets sont en préparation.

L'intervention du Conseil d'Etat est nécessaire pour que soient rendus la plupart des décrets fixant ces augmentations, et cela demandera un délai de quinze jours à un mois.

Les fonctionnaires se plaignent amèrement — et non sans apparence de raison — de ne point toucher, dès ce mois-ci, les augmentations de traitement qui leur ont été accordées par la loi du 6 octobre dernier, avec rappel du 1^{er} juillet 1919.

Quelle est la raison du retard apporté à l'application de cette loi ? La nécessité, dit-on, de soumettre à l'avis du Conseil d'Etat un certain nombre des projets de décrets établissant l'échelle des traitements dans les différentes administrations. Cette nécessité est-elle absolue ? Le délai imposé par elle à ceux qui attendent leurs relevements de salaires sera-t-il long ? Tel fut l'objet de l'enquête que nous avons faite au Conseil d'Etat.

La loi du 6 octobre, nous a-t-on répondu, n'a relevé les traitements d'une façon définitive et précise qu'en ce qui concerne les membres du Conseil d'Etat, les juges et ceux de la magistrature, parce que ces relevements ne peuvent être accordés que par une loi.

Pour les autres fonctionnaires, il n'a été voté que le principe de l'augmentation et les crédits globaux nécessaires. Il y avait bien des tableaux annexés au projet de loi, mais il a été entendu, au cours de la discussion, que ces tableaux pourraient être modifiés suivant une procédure qui a été prévue.

La commission des « Quatre »

Les amendements qui ont été déposés à ce sujet à la Chambre ont été renvoyés à l'examen d'une commission présidée par M. Léonard de Villeneuve, vice-président du Conseil d'Etat, et comprenant les directeurs des personnels de chaque ministère, des membres de la Cour des comptes, le directeur général de la comptabilité publique et des représentants des associations de fonctionnaires. Cette commission a été, par la suite, réduite à quatre membres : M. Léonard de Villeneuve, M. Regard, directeur général de la comptabilité ; M. Laurent, représentant les associations de fonctionnaires, et un conseiller-maire de la Cour des comptes. Sur l'avis de la commission des « Quatre », le Sénat s'est inspiré, dans une large mesure, des amendements qu'elle avait étudiés, et la loi a été votée.

Pour l'application de cette loi, près de 700 décrets sont en préparation, dont un grand nombre, et notamment ceux qui concernent les fonctionnaires des administrations centrales de Villeneuve, vice-président du Conseil d'Etat, et comprenant les directeurs des personnels de chaque ministère, des membres de la Cour des comptes, le directeur général de la comptabilité publique et des représentants des associations de fonctionnaires. Cette commission a été, par la suite, réduite à quatre membres : M. Léonard de Villeneuve, M. Regard, directeur général de la comptabilité ; M. Laurent, représentant les associations de fonctionnaires, et un conseiller-maire de la Cour des comptes. Sur l'avis de la commission des « Quatre », le Sénat s'est inspiré, dans une large mesure, des amendements qu'elle avait étudiés, et la loi a été votée.

Actuellement, nous en sommes à la fin du premier stade. Le ministre des Finances a reçu les propositions des différents ministères intéressés, et le Conseil d'Etat va être saisi incessamment.

L'affaire viendra d'abord devant la section des Finances, puis devant l'assemblée générale.

Est-ce que cela peut être long ? — Non. Contrairement à ce que l'on croit dans le public, le Conseil d'Etat ne travaille pas très vite. Les affaires administratives, pour celle-ci, il y a lieu de compter quinze jours, un mois peut-être... Et, aussitôt, les décrets seront rendus et promulgués.

J'ajoute que cette intervention du Conseil d'Etat n'est pas seulement utile pour la bonne gestion des deniers publics, mais encore pour les intéressés eux-mêmes, car le travail accompli par cette assemblée est une garantie de coordination qui empêchera, par exemple, deux fonctionnaires, appartenant à deux administrations différentes, de toucher des traitements différents. — LÉON GROS.

LES P. T. T. PROTESTENT

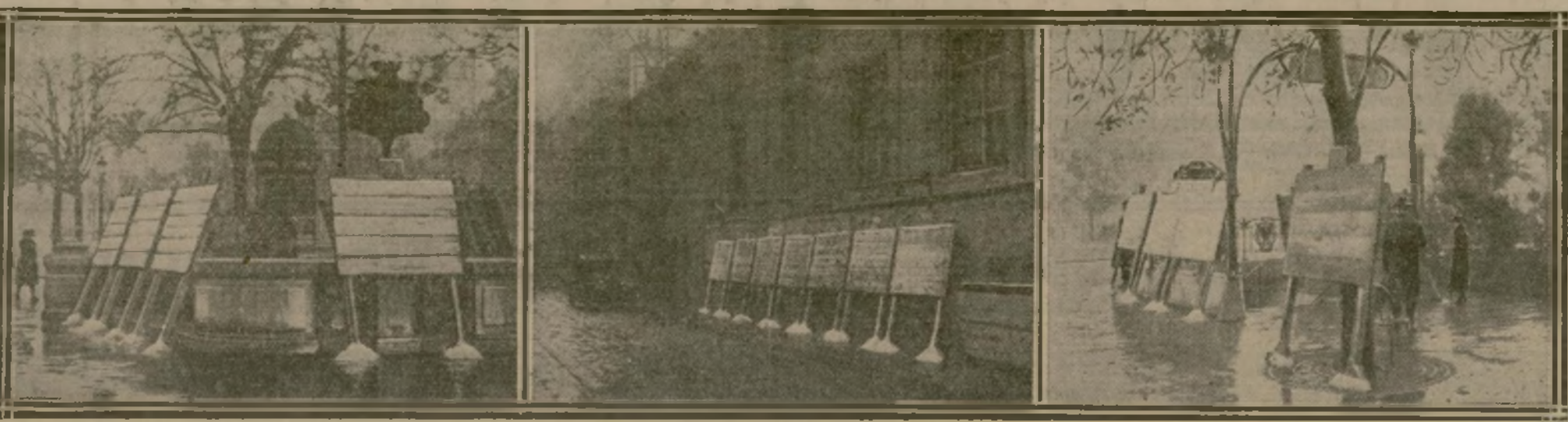
La Fédération des P. T. T. avait organisé, hier soir, un grand meeting pour protester contre le retard apporté par le ministère des Finances au paiement des augmentations de salaires, qui devaient commencer à partir du 1^{er} juillet.

Le paiement de ces sommes arriérées aurait dû s'effectuer, d'après les premières instructions ministérielles, en trois termes, mais une récente décision de M. Kintz a suspendu les versements jusqu'à la promulgation des décrets, comme pour les autres fonctionnaires.

Le secrétaire général de la Fédération, M. Dussillis, fit l'historique du conflit et remit compte d'une entrevue qu'il avait eue hier dans la journée avec le ministre. La fin de cette séance fut quelque peu mouvementée. Quelques syndiqués impatients voulaient faire adopter un ordre de grève immédiate, mais on s'en tint finalement au texte présenté par le bureau, donnant à la Fédération le mandat ferme de réclamer énergiquement pour fin octobre le paiement des sommes dues. Les grèves en travailant, et de mener toute l'action nécessaire pour aboutir.

L'assemblée, très nombreuse, s'engagea en outre à répondre unanimement à tout appel qui lui serait adressé et le gouvernement ne consent pas à revenir sur sa décision.

LES PREMIERS PANNEAUX POUR L'AFFICHAGE ÉLECTORAL ONT ÉTÉ INSTALLÉS HIER



A LA STATION DU METRO MARBEUF

A LA MAIRIE DU 8^e, RUE D'ANJOU

AU METRO DES CHAMPS-ÉLYSÉES



PLACE DE LA CONCORDE (angle de l'avenue Gabriel). — SUR LE ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES. — RUE ROYALE (à l'angle de la rue Saint-Honoré). C'est le huitième arrondissement qui aura vu édifier les premiers panneaux destinés à la campagne électorale 1919-1920. Le scrutin législatif, qui ouvre la marche, aura lieu, on le sait, le 16 novembre prochain, et les élections sénatoriales, qui la clôtureront, sont fixées au 1^{er} janvier suivant. En 1914, pour la première fois, apparurent les panneaux, sur lesquels les candidats devaient procéder exclusivement à leur affichage. Les candidats aux sièges de la prochaine législature devront procéder de même façon. Mais, à considérer le résultat que, aux prochaines élections, le nombre des sections de vote sera de 900 environ — soit un peu plus de 800 électeurs par section — et qu'il a été prévu 1.200 emplacements facultatifs, ce qui nécessitera la pose de plus de 2.000 panneaux. Des panneaux individuels, pourvus d'un numéro de 1 à 7, seront mis à la disposition des listes. Si celles-ci étaient plus nombreuses, on recourrait, dans la mesure des besoins, à l'installation de panneaux supplémentaires.

AUX BOUTS DU FIL

ON PEUT DEPUIS HIER TÉLÉPHONER AL'ÉTRANGER

Mais, sauf avec Madrid, les communications sont longues à obtenir, et il y a sur les lignes une telle « friture » qu'on n'entend rien.

Nous avons eu Londres après 5 h. 1/2 d'attente, et n'avons pas pu « causer », pas plus, d'ailleurs, qu'avec Bruxelles.

Quant à Rome et Genève, les communications ne sont autorisées que du ministère de la Guerre.

Théoriquement, les communications internationales sont rétablies depuis hier. Pratiquement, c'est une autre affaire. Tout au long de l'après-midi, nous nous sommes efforcés d'entrer en relations, par le téléphone, avec quelques confrères de Genève, Rome, Londres, Bruxelles et Madrid.

Il nous fut déclaré, au Central téléphonique, que les communications avec Rome et Genève étaient autorisées que du ministère de la Guerre, restriction assez déconcertante, puisqu'elle concerne un pays allié et un pays neutre.

Après une heure d'attente seulement, nous avons obtenu la communication avec l'Imparcial, de Madrid, qui a fort aimablement répondu à notre message de courtoisie.

La voix féminine, à cette distance, était assez tenue, mais parfaitement intelligible. Aucune « friture » dans l'appareil. N'oublie pas, nous a-t-on dit, la conversation de la langue de Cervantes, la conversation aurait pu être des plus attrayantes. Mais il nous faut confesser que nous n'avons pu saisir que quelques bribes des informations demandées sur le cours du change et les dernières nouvelles madrilènes.

Sous toutes réserves, nous signalons la constitution d'un « organe national » à Madrid, et le cours du franc à 80 1/2.

Nous n'avons parfaitement compris que les formules de salutations.

Avec Bruxelles... friture

A trois reprises différentes, nous avons obtenu la communication avec Bruxelles. Mais toute la conversation se borna à des « krraaa... frrrrrr... prrrrr... taccatacc... prrrrr... krraaa... krraaa... qui nous déchirèrent le tympan.

L'Indépendance Belge, qui nous sollicitait l'entretien, resta muette.

Avec Londres... idem

Trois heures de délai nous furent demandées pour la communication avec le Daily Mail de Londres. Après quatre heures d'attente, rien ! Sur insistances répétées, nous finissons, cependant, ayant demandé la communication à 15 h. 5, par obtenu Londres à 20 h. 28.

Mais, comme avec Bruxelles, il nous fut impossible d'arriver à « causer ». Nous n'avons décemment pas de chance, car nous eussions été heureux de pouvoir adresser notre plus cordial salut téléphonique à notre aimable confrère londonien, et, plus encore, de pouvoir témoigner du bon fonctionnement des lignes, de la reprise des relations téléphoniques avec nos amis.

Le personnel municipal chez le préfet de la Seine

Une délégation du comité intersyndical du personnel des services publics de la Ville de Paris et du département de la Seine a été reçue, hier matin, par M. Aulard, préfet de la Seine, à qui furent exposées les revendications formulées au cours du meeting dont nous avons rendu compte.

Cette délégation a demandé au préfet de bien vouloir convoquer le Conseil municipal en session extraordinaire pour l'examen de nos revendications. M. Aulard a déclaré qu'il ne pouvait faire droit à cette requête avant d'avoir consulté le gouvernement. Le comité intersyndical se réunira, demain soir, pour examiner la situation.

PAS D'ARGENT, PEU DE BILLON

LE DÉFAUT DE MONNAIE PORTE AUSSI PRÉJUDICE AUX « GAGNE-PETIT »

Marchands de marrons, bouquetières, bouquinistes, commissionnaires se plaignent amèrement, ainsi d'ailleurs que garçons de café, garçons coiffeurs, et même... ceux qui vivent de la charité publique.

La crise de la monnaie ! Il est beaucoup de gens qu'elle gêne : vous, moi et cette multitude que l'on appelle le public. Il en est d'autres qui en souffrent : tout d'abord l'innombrable catégorie des gagne-petit, les commerçants de la rue, les petits métiers de plein air et, pour n'oublier personne dans la grande ville charitable qu'est Paris, les pauvres gens, qui ne sont pas toujours des mendicants, et les mendicants, qui ne sont pas toujours des pauvres.

Le marchand de marrons

Le marchand de marrons, qui vient d'Auvergne et qui reçoit ses fruits savoureux de la Lombardie et du Piémont, se prête à l'entretien avec beaucoup de bonhomie. Il est des heures où l'on ne peut marcher pour moins d'un franc. A la sortie des écoles, on m'apporte de la monnaie, mais il suffit d'une bonne cliente pour me raler tout. Et puis, il y a des fois que je suis obligé de me démettre pour obliger le marchand de vins.

La marchande de fleurs

La marchande de printemps, dont l'éventail parfumé et coloré contraste étrangement avec la rue boueuse et le temps hivernal, a un souvenir qui rappelle la suite et la jeunesse de ses fleurs. — Ça n'est pas amusant pour nous : il faut raler la vente, ou les clients s'en vont sans payer. — L'amateur de la fleur unique devrait aller jusqu'à la gerbe.

Alors, on bémolise la crise. Mais ce serait trop beau !

Le bouquiniste

La pluie ne décourage pas le marchand, qui pousse devant sa bibliothèque disparates, mal protégée par un couvercle de bois et de zinc. Les forceurs sont rares : un monsieur qui n'a rien de la silhouette de Sylvestre Bonnard a laissé Couleurs de Roy de Gourmont pour feuilleter une histoire sommaire de Cromwell et des quatre Stuart ; un autre est plongé dans un dictionnaire de langue mandingue, dont le dérivé est le bambara.

Le temps risque maintenant de nous faire plus de tort que la crise ; mais, ces derniers jours, on n'a pas été drôle. Souvent on était obligé de ne pas vendre. J'ai même dû faire ce que je n'avais pas fait depuis trente ans.

C'est-à-dire ? — Aller consommer chez un bistro... pour avoir de la monnaie. J'ai bu d'abord mon verre. Mon commerce était paralysé. Des clients venaient et choisissaient un bouquet de six sous pour ne me rendre qu'un billet.

Et vous ne vous laissez pas prendre par ce subtil amour des livres ? — Je refusais, bien entendu. C'est la faute de ceux qui ne veulent pas mettre en circulation l'argent et les sous qu'ils détiennent. Ma femme garde une pièce d'or de 100 francs parce que c'est un souvenir de son père, mais j'ai versé à la Banque 1.800 francs de louis... Un percepteur de mes amis explique, (oh ! pardon ! mais mes voisins de l'Académie ont introduit ce verbe dans leur dictionnaire) attrape les contribuables pour les décider à alléger leur sac de laine.

L'aveugle sous le porche

Le pauvre homme qui, sous le porche de Saint-Germain des Prés, attend sa vie de la charité des fidèles porte sur la poitrine, ainsi qu'un humble bouclier, cette curieuse pancarte : « Aveugle depuis l'âge de sept ans. Je suis le seul qui peut dire, au toucher, la valeur et le pays de la pièce que l'on me confie ».

L'expérience qu'il propose implicitement a dû se raréfier de plus en plus au cours de cette crise de la monnaie blanche.

On n'est pas monnaie, sous du papier. Ayuntamiento de Madrid

LA PÉNURIE DE CHARBON

LE CONSEIL MUNICIPAL S'INQUIÈTE DE LA CRISE

Ses commissions protestent contre l'insuffisance des arrivages, et déagent, dans une note rendue publique, leur responsabilité.

M. Loucheur reçoit les sénateurs et les maires de la Seine, et leur fournit chiffres et explications.

Un fait reste certain : le charbon manque, et les conséquences de cet état de choses peuvent être graves.

Les 1^{er}, 2^e et 3^e commissions du Conseil municipal se sont réunies sous la présidence de M. Evain, président du Conseil municipal. M. A. Aulard, directeur des travaux, M. Labie, directeur du matériel, M. Colmeir, inspecteur général des eaux et de l'assainissement, assistaient à cette séance.

Ces commissions ont rédigé une déclaration insistante sur ce fait que les besoins de Paris et de la banlieue sont de 2.400.000 tonnes par an, soit 200.000 tonnes en moyenne par mois. Or, l'Etat n'a amené que 84.000 tonnes en août, 83.944 tonnes en septembre et 144.221 tonnes en octobre (au 24). Or, il faudrait actuellement 100.000 tonnes par jour, soit 300.000 tonnes par mois.

Jusqu'ici, malgré toutes les réclamations, le ministère de la Reconstruction industrielle n'a pas encore réalisé ces arrivages. La réunion a ensuite envisagé la question de répartition entre Paris et la banlieue. Le résultat des chiffres, non contestés, communiqué, que ces répartitions ont été opérées sur les bases mêmes fixées d'accord avec le ministère de la Reconstruction industrielle : deux tiers pour Paris, un tiers pour la banlieue. Les arrivages des trois derniers mois représentent 198.643 tonnes. En déduisant 60.000 tonnes pour les services publics (hôpitaux, usines des eaux de la Ville), restent 140.000 tonnes. Elles ont été ainsi distribuées : Paris, 78.856 tonnes ; banlieue : 61.147 tonnes.

En conséquence, dit en terminant la déclaration, les trois commissions ont constaté que, contrairement aux déclarations du ministère de la Reconstruction industrielle, la pénurie du charbon n'était point due à une mauvaise répartition par l'administration préfectorale, mais uniquement à la non-exécution des engagements pris par le ministère de la Reconstruction industrielle, seul responsable du déficit de charbons en France depuis la guerre.

L'assemblée municipale, qui n'a jamais cessé de signaler la gravité croissante de la crise au ministère de la Reconstruction industrielle, entend n'accepter aucune solidarité avec ces services d'Etat, sur lesquels elle n'a aucun pouvoir, et se dégage de toute responsabilité.

M. Loucheur donne des chiffres

Les sénateurs de la Seine et les maires des communes du département ont fait, hier, une nouvelle démarche au ministère de la Reconstruction industrielle afin d'obtenir du charbon pour les populations. Parlant des chiffres divers qui ont été donnés de différents côtés, le ministre estime qu'il y a lieu de les rétablir comme il suit :

En dehors du charbon nécessaire à la marche des usines électriques et des usines à gaz, il a été fourni, du 1^{er} au 26 octobre, pour le département de la Seine, un total de 123.398 tonnes, représentant une moyenne de 5.000 tonnes par jour.

Pour arriver à faire face aux besoins de la population, il faut une moyenne de 7.000 tonnes par jour. La Préfecture de la Seine demande 10.000 tonnes par jour pour compenser le retard.

Il a été régulièrement fourni, en sus, pendant toute cette période, le charbon nécessaire à la consommation journalière des usines à gaz et des usines électriques, malgré les difficultés de tous genres qu'on a rencontrées.

L'Allemagne a fourni, depuis le début du mois d'octobre, tant en coke qu'en charbon, une moyenne de 17.000 tonnes par jour.

LES ACCAPAREURS DE MONNAIE

TROIS EXPORTATEURS ET SIX TRAFICANTS DE MONNAIE NATIONALE ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

La mise en application des lois nouvellement votées commença à donner les plus heureux résultats.

Un lingot de 25 kilos de pièces d'argent fondues a été saisi.

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat des Finances, à la suite d'une démarche du Conseil municipal de Paris, annonce qu'on va frapper de nouvelles pièces et que le trafic sera sévèrement réprimé.

La loi nouvelle votée contre les accapareurs et les trafiquants de monnaie commence à porter ses fruits. Grâce à elle, on a pu mettre la main sur un certain nombre de délinquants, et l'on est à la veille d'en arrêter d'autres.

Le fondeur et ses rabatteurs

Il y a quelques jours, la police judiciaire arrêtait, à Villeneuve-Saint-Georges, deux individus qui se livraient au trafic de monnaies d'argent : Maurice Robert, des Buttes, à Villeneuve-Saint-Georges, et Eugène Flataud, boucher, passage Ragulot, à Paris.

D'autre part, la Banque de France signalait récemment, au ministère des Finances, que le Comptoir Lyonnais-Allemand était en possession de lingots provenant de la fusion de monnaies.

Le fait vérifié, le Comptoir expliqua qu'il avait fondé sur les ordres de l'ancien directeur Elie Bellamy, celui-ci, interrogé, répondit que les monnaies étaient acquises, s'agissant de lingots, et qu'il les tenait d'un nommé Edmond Soize, brocanteur, demeurant à la rue Charlot.

M. Cluzel a placé MM. Bellamy et Soize sous mandat de dépôt. M. Brechian est également inculpé. MM. Bellamy, Soize et Brechian prétendent tous les trois que ce n'est pas eux qui ont fondé les lingots. Cadiou, qui a accusé le lingot dont nous avons parlé était un accapareur ; les autres pièces auraient été des pièces allemandes.

On estime que Bellamy, le directeur de la Société des Fondeurs, a récolté environ 160.000 francs de pièces d'argent.

La vérité est que Maurice Robert et Eugène Flataud servaient de rabatteurs à Bellamy, et qu'ils n'étaient probablement pas les seuls.

M. Bellamy, Maurice Robert, qui avait offert, pour Londres, 20 francs par pièce de 5 francs, qu'il achetait 5 fr. 60, 5 fr. 70, notamment au boucharde Flataud. L'expert comptable M. Lagarde est commis pour examiner les livres de la Société des Fondeurs. De son côté, M. Cluzel, d'instruction, commettra un expert chimiste, essayeur de la Monnaie, pour examiner le lingot.

Où passe la monnaie de certaines épiceries

Autre affaire de même nature. Depuis quelques jours, la police surveille un nommé Léon Falla, demeurant 81, rue du Faubourg-Saint-Martin, qui vendrait fréquemment dans deux grandes épiceries, où il se livrait à de petites affaires et où il payait toujours avec des pièces. Certaines caissières, même, lui remettaient, paraît-il, de la monnaie sans qu'il achète rien, par simple échange. On le vit également entrer chez des brocanteurs avec des sacs fort lourds, qui, à la sortie, se trouvaient très allégés. On perquisitionna chez lui, à domicile, duquel on découvrit, pour 746 francs de monnaie blanche. Il a été arrêté ; il n'en a pas moins été arrêté à l'étranger.

Les exportateurs

A également été arrêté un nommé Prozio, demeurant rue des Archives, et qui semble appartenir à la même bande de trafiquants. Au moment de son arrestation, il était porteur d'une somme de 700 francs en pièces d'argent dissimulées dans une ceinture. Il a avoué qu'il se disposait à faire passer ces pièces de monnaie en Suisse.

Enfin, dernière histoire de trafic : aujourd'hui, car la série paraît devoir continuer.

Le 2 octobre, des agents surprenaient un employé de la Compagnie Générale Omnibus, qui, moyennant une prime de 5 francs, versait 100 francs de monnaie blanche aux époux Graiger, demeurant au garni à Paris.

Les époux Graiger, mis en état d'arrestation, furent trouvés porteurs de 123 francs en billets et de 856 francs en monnaie blanche. Ils affirmèrent qu'ils avaient ainsi de la monnaie parce qu'ils achetaient du beurre en Haute-Savoie.

Mais, sur eux, on découvrit un passeport pour la Suisse, qui, presque toujours, à la frontière, portait les cachets de passage de cette affaire.

MESURES GOUVERNEMENTALES

On va augmenter les frappes de monnaie d'argent.

Le sous-secrétaire d'Etat des Finances a reçu M. Evain, président du Conseil municipal de Paris, ainsi que MM. d'André, Aulard, et César Caire, venus pour l'entretien de la question de la monnaie dissimulée d'argent.

M. Sergent leur a fourni des renseignements sur les faits à l'annonce desquels depuis 1911, il leur a annoncé que des mesures venaient d'être prises pour augmenter les frappes de la monnaie d'argent et de la monnaie de nickel. Enfin, il a donné l'assurance que des poursuites rigoureuses seraient exercées contre toutes

BOREALE UNIQUE pour Laver Linge et Tissus

MATINÉES

LA SOIRÉE LA SEMAINE

OPERA

COMEDIE-FRANÇAISE

LE VOILE DECHIRE

OPERA-COMIQUE

LA MARE AU DIABLE

ODEON

LA MARE AU DIABLE

THEATRE DE LA VILLE

LA MARE AU DIABLE

THEATRE DE LA VILLE

LA MARE AU DIABLE

Suis acquéreur d'un IMMEUBLE

Officiers ministériels

Ventes d'immeubles et de propriétés

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES IMITATIONS sont bonnes pour la vente mais non pour l'usage

LES PETITES ANNONCES ECONOMIQUES D'EXCELSIOR

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA

CHENIL SANTA-LUCIA